Syndicat National des Industries du Plâtre

POUR UNE INDUSTRIE DU BATIMENT FRANÇAISE ET DURABLE.

COMMENT ASSURER UN APPROVISIONNEMENT ET UNE PRODUCTION DE PROXIMITE ?

Synthèse de la conférence-débat du 11 octobre 2023

Dans un contexte international de retour au protectionnisme, l'UE et la France organisent leurs ripostes pour assurer la compétitivité de leurs industries. Représentant **8% du PIB national**, le secteur du bâtiment, l'un des moteurs de l'économie française, est confronté à plusieurs défis tels que la participation aux efforts de développement du *made in France* et le recours nécessaire aux ressources extraites sur le territoire alors que les exigences environnementales sont de plus en plus contraignantes. Dans ce cadre, le Syndicat National des Industries du Plâtre (SNIP) a organisé, mercredi 11 octobre 2023 à l'Hôtel de l'Industrie, une conférence-débat animée par **Nathalie Croisé**, journaliste spécialiste des enjeux de transition durable, sur le thème :

Pour une industrie du bâtiment française et durable.
Comment assurer un approvisionnement et une production de proximité ?

Alors que la Loi en faveur de l'industrie verte était votée au Sénat, le SNIP a réuni près de **80 acteurs** afin **de débattre du rôle du secteur du bâtiment dans cette perspective et échanger sur des propositions de progrès.**

Les premiers invités ont été accueillis autour d'un petit-déjeuner, suivi d'une visite de l'exposition ***Un autre regard sur la filière du plâtre.*** Réalisée par le photographe **Xavier Renauld**, celle-ci présente le savoir-faire des femmes et des hommes qui œuvrent pour la filière du plâtre au cœur des carrières, des usines, des chantiers, des réalisations et des sites de recyclage.

En introduction **Jean-Michel Guihaumé**, Délégué Général du SNIP, a remercié tous les participants d'horizon très divers - élus, décideurs et représentants de l'administration ; universitaires ; artisans et entreprises ; industriels et organisations professionnelles du bois, de la chaux, des mortiers, des plastiques et du verre ; architectes ; laboratoires, bureaux de contrôle et organisme de normalisation -, puis a présenté le programme de la demi-journée d'échange.

Ouverture

La réindustrialisation : un sujet éminemment politique !

Raphaël Schellenberger, Député LR du Haut-Rhin et Président de la Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France, a ouvert les échanges en partageant sa vision, ses propositions et les limites que posent la question de la réindustrialisation.

Originaire d'Alsace, le Député a affirmé son attachement à l'industrie du bâtiment et a rappelé que faire d'un pays une nation industrielle relevait avant tout d'une ***promesse de société***. La réimplantation de nouvelles industries sur le territoire n'est pas qu'une priorité économique, elle a aussi un rôle politique à jouer dans le **développement de l'emploi local et la progression du niveau de vie** de tous. Le Député a par ailleurs insisté sur les contradictions à lever pour que développement industriel et transition environnementale soient compatibles : il appelle de ses vœux à une ***Realpolitik industrielle*** à la française combinant à la fois un cap réaliste pour la zéro artificialisation nette (ZAN), une libre compétition entre les entreprises et la fin de la naïveté européenne vis-à-vis du reste du monde.

Table ronde

L'approvisionnement local : levier ou frein à la compétitivité ?

François Bost, Professeur de géographie économique et industrielle à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, a ouvert cette première table ronde, en posant le diagnostic de la situation industrielle française. Le mouvement de réindustrialisation en cours est « fragile », comme en témoigne la perte de 2 millions d'emplois de ce secteur en trois décennies, mais est « enclenché » grâce à la création de près de **90 000 nouveaux emplois industriels** depuis 2017. Le constat est néanmoins clair : **une nation, qui se veut une puissance économique forte, ne peut pas exister sans son industrie**. Le meilleur exemple a été la crise sanitaire qui fut le **miroir des faiblesses françaises en matière de souveraineté industrielle**. Cet aveu de vulnérabilité en la matière peut s'expliquer par différents déficits : de formation, de compétences et de disponibilité du foncier.

Valérie Lebon, Vice-Présidente du SNIP et Directrice Générale France d'Etex Building Performance, a témoigné des efforts entrepris par la filière plâtre en faveur du développement durable. Elle a valorisé la **solidité économique et locale de la filière** qui représente une vingtaine de carrières et autant de sites industriels de production, génère environ 1,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et fournit près de 100 000 emplois, directs et indirects, sur tout le territoire. Selon Valérie Lebon, **développement durable et industriel sont compatibles** à partir du moment où l'on trouve un juste équilibre entre normes environnementales et performance industrielle**.** Or, des déséquilibres perdurent : il s'agit par exemple d'import de certains produits exemptés de normes aussi exigeantes que les nôtres ou encore d'objectifs de ZAN limitant le développement d'activités industrielles. Enfin, Valérie Lebon appelle de ses vœux à une simplification des démarches administratives, citant les délais de traitement d'un dossier de demande d'exploiter une carrière pouvant dépasser dix ans.

Jérôme Bascher, Conseiller départemental de l'Oise et ancien Sénateur LR, a quant à lui rappelé le rôle clé de l'Etat en tant que stratège industriel ayant la capacité de faire de la commande publique un outil d'organisation du développement industriel. Face aux mouvements de désindustrialisation des dernières années notamment en faveur de l'Asie, il a partagé l'idée d'expérimenter **l'introduction d'un critère de recours à des matériaux locaux**, *a minima* européens, dans les appels d'offres publics. Par ailleurs, il a insisté sur la nécessaire accélération de la politique de formation rappelant que la souveraineté industrielle repose aussi sur les compétences et l'expertise de la main d'œuvre.

Table ronde

Matériaux de construction : comment combiner développement industriel et développement durable ?

Aymeric Daudet, Vice-Président du SNIP et Directeur Industriel de Placo**,** a rappelé que la transition environnementale n'était pas incompatible avec le développement industriel. Loin d'être une contrainte, elle représenterait même un **véritable levier de compétitivité** à partir du moment où les pouvoirs publics encouragent les acteurs industriels par des mesures d'accompagnement. Aymeric Daudet a souligné la **dimension pionnière de l'engagement des industriels du SNIP** en faveur du recyclage des déchets. Depuis 2008, plus de **1 100 000 tonnes de déchets de plâtre ont été recyclées**, une solution qui permet d'ancrer l'industrie du plâtre dans l'économie circulaire et de limiter l'empreinte environnementale de la construction.

Porteur d'un regard pratique et expert sur la réalité des métiers du bâtiment, **Jean-Yves Labat**, Conseiller à la CAPEB, a évoqué son expérience de terrain, développée sur les nombreux chantiers de rénovation réalisés. Il a notamment partagé avec le Député Bruno Millienne son inquiétude quant au déficit de formation : **la méconnaissance de certains acteurs du secteur de la construction sur les caractéristiques du bâti** est devenue un marqueur trop visible. Le second problème est celui de l'accompagnement des particuliers, des artisans et des entreprises dans l'atteinte des objectifs de rénovation : il dénonce un millefeuille administratif et appelle à la mise en place d'un **guichet unique pour simplifier offres et labels**.

Bruno Millienne, Député Modem des Yvelines, Vice-Président de la commission du Développement durable présidait la veille encore la Commission mixte paritaire visant à la recherche d'un compromis sur la Loi relative à l'Industrie verte. Il a ainsi exposé les principales avancées de la loi notamment **l'importance du référentiel Triple E** répertoriant les critères permettant à un industriel de revendiquer l'excellence environnementale européenne, ouvrant les portes de financements fléchés. Ce n'est pas anodin selon lui, si les projets **passent de centaines de millions à plusieurs milliards d'euros**. Dans ce sens, le délai maximal pour l'approbation d'une nouvelle usine est fixé à neuf mois par le gouvernement. Interrogé par Jean-Yves Labat sur les problématiques liées à la rénovation énergétique, le Député a partagé sa proposition de **« carte grise du bâtiment »** pour une rénovation efficace en amont et en aval. De plus, il est fondamental d'arrêter de se focaliser sur la rénovation globale en une seule étape ; selon lui, elle doit être progressive, intégrant trois phases distinctes et couplées de subventions incitatives pour parvenir à un processus complet. Il a annoncé avoir soumis l'idée **d'un passeport de la rénovation du bâtiment** au gouvernement.

Dénouement

Christine Muscat, Président du SNIP et Directeur général de Knauf France, a conclu les débats en rappelant la nécessité de réindustrialiser tout en tenant compte des maillages logistiques et de compétence existants, indispensables pour accueillir les sites de demain et faciliter leurs implantations.

En parallèle du soutien à apporter pour l'implantation ou la réimplantation de nouvelles industries, il ne faut pas oublier de prendre soin de l'existant. Il est ainsi essentiel de soutenir les filières locales, bien implantées aujourd'hui, qui n'ont cessé d'investir pour satisfaire aux exigences environnementales et de sobriété énergétique tout en répondant aux besoins des clients en termes de qualité et de fonctionnalités.

La Présidente a par ailleurs souligné l'importance capitale de la formation et de l'information sur la réalité des métiers de l'industrie afin de lutter contre la « désindustrialisation des esprits ». De plus, l'approvisionnement local est une opportunité car il est au cœur du développement industriel. Il est dans ce sens, primordial d'engager des réformes lucides pour faire face à l'offensive protectionniste américaine et chinoise.

Christine Muscat a terminé en rappelant l'étendue du potentiel français en matière de savoir-faire et d'exploitation des matières premières comme un véritable levier de compétitivité.